

DRINK  
**DOW'S ALE**  
Standard of Strength  
and Quality

**Le Monde  
Ouvrier**



**The Labor  
World**

TRY  
**BLACK HORSE**  
ALE  
100 Years of Brewing  
Experience behind it

Rédaction : 11, rue Saint-Paul Ouest

« INSTRUIRE ET AMELIORER »

Téléphone : LAncaster 5361

## Les règlements des installations électriques

Non, franchement, ceux qui président aux destinées de la province, à Québec, ont-ils décidé de tout bouleverser au point de chasser la grande industrie et de tuer la petite? Comme si nos industriels, nos hommes d'affaires n'avaient pas assez de soucis et d'inquiétudes sans leur rendre la vie plus dure encore par toutes sortes de chinoiseries et de tracasseries de nature à désarçonner les plus opiniâtres et les plus entreprenants. Tout ce que l'on n'a pas inventé en fait de règlements nouveaux — car il est bon de se rappeler que si une loi doit être adoptée par la Législature et sanctionnée par le lieutenant-gouverneur et ne peut par la suite être amendée qu'en passant par la même procédure, il n'en est pas de même des règlements qui sont adoptés par un simple arrêté ministériel et peuvent être modifiés de jour en jour par un autre arrêté ministériel au bon plaisir du ministre intéressé qui en recommande l'adoption à ses collègues — comment voulez-vous qu'un industriel puisse se tenir au courant de toutes ces modifications aux règlements à moins de suivre de semaine en semaine la *Gazette Officielle de Québec*? Il n'a guère le temps de le faire et alors il s'expose à violer un règlement ou l'autre et à en supporter les conséquences sous forme de pénalités diverses. C'est une singulière façon d'assurer à l'industrie la stabilité dont elle a besoin pour se développer et prospérer normalement.

Ainsi la *Gazette Officielle* du 8 juillet dernier contient copie du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif concernant les règlements pris en exécution de la loi des électriciens et des installations électriques qui ne comporte pas moins de trente-cinq articles modifiant des règlements adoptés antérieurement et à différentes époques, de 1933 à 1938.

Ce qui saute aux yeux, en parcourant rapidement ces modifications, c'est une série continue d'augmentations des honoraires d'inspection, des permis d'installation, branchements de service, etc., rien n'y échappe : appareils de distribution, transformateurs, accumulateurs, appareils d'éclairage et de chauffage, dynamos, moteurs, pompes à gazoline, et que sais-je encore. Tout cela est taxé et relâché avec, comme toujours, une réduction allant jusqu'à cinquante pour cent pour les édifices ayant un caractère religieux, charitable ou éducationnel et les fermes des cultivateurs. Il y a en plus de l'augmentation des taux, un tas de chinoiseries dans ces modifications qui semblent avoir été inventées dans le seul et unique but d'irriter l'industriel qui est désigné sous le nom de "propriétaire d'édifice public" et qui devra se pourvoir d'un permis annuel s'il emploie un électricien licencié; celui-ci, à son tour, devra être détenteur d'une licence également, qui lui coûtera la somme modique de \$25; cette licence sera émise au nom de l'électricien, mais c'est l'employeur qui est responsable des honoraires et si l'électricien quitte son emploi ladite licence est alors annulée.

Pourquoi rendre l'employeur responsable de la licence de son électricien? Si celui-ci, pour exercer son métier, doit être possesseur d'une licence, pourquoi faire intervenir l'employeur?

Partant de ce principe, il serait aussi logique que l'employeur devienne responsable de la licence de son chauffeur, de son ingénieur, de son plombier, etc. Le certificat de compétence — appelez-le licence ou autre chose — est une preuve des qualifications personnelles de l'ouvrier, que celui-ci est tenu de montrer à son employeur avant que celui-ci puisse l'embaucher, car la loi lui défend sous peine d'amende d'avoir à son service un électricien non qualifié.

Un autre article (14) stipule les termes de l'apprentissage et dit entre autres choses que l'apprenti devra remettre son carnet d'apprentissage au Bureau des examinateurs lorsqu'il aura terminé son apprentissage, que la durée minimum de l'apprentissage sera d'un an pour la licence D et de quatre ans pour la licence C. Aucune mention n'est faite pour la durée maximum d'apprentissage qui pourra être perpétuelle et rien n'empêchera un patron de garder un apprenti à son emploi et de lui payer un salaire d'apprenti sa vie durant.

Nous pourrions relever une foule de non-sens dans ces règlements, mais à quoi bon? Cela ne changera rien à la situation. Il en est du service de l'électricité comme de presque tous les autres services gouvernementaux : le régime nouveau a impitoyablement renvoyé les fonctionnaires qui avaient préparé et administré toute cette législation pendant des années, il les a remplacés par des amis politiques qui, malheureusement, n'avaient pas la compétence de leurs prédécesseurs. Résultat : sabotage en règle, désarroi dans l'interprétation des lois et règlements, irritation de plus en plus prononcée, tant chez les ouvriers que chez les patrons. Triste bilan, vous en conviendrez.

## A bâtons rompus

A ceux qui lisent mes "Bâtons rompus"

Pendant les cinq prochaines semaines, vous serez privé de lire mes "bâtons rompus" et pour cause... je n'y serai pas, car je vais assister au Congrès des unions ouvrières britanniques et renouer connaissance avec des vieux amis de la Confédération Générale du Travail de France et celle de Belgique. Je dois vous avouer que je ne suis pas fâché de prendre un repos. L'ai-je mérité? Ecrire chaque semaine quelque chose de nouveau n'est réellement pas une sinécure, surtout quand il fait chaud, et la paresse aidant... on finit par ne pas faire grand-chose; vous comprenez, car cela doit vous arriver, de temps en temps...

Pour que vous ne vous ennuyiez pas trop d'être privé de ma prose, j'ai prié un des collaborateurs du *Monde Ouvrier* de me remplacer et de se fendre de quelques "bâtons rompus" chaque semaine. Je suis certain que vous les lirez avec intérêt. Entre nous, il écrit mieux que moi et a une plume diablement sarcastique. Ça va, alors au revoir, ne vous ennuyez pas trop, je vous reviendrai mi-septembre; en attendant vous me souhaitez bon voyage, bonne santé et bon retour. Merci.

SOCIUS.

Ce que l'on pense de vous, ouvriers.

Nous lisons, dans un hebdomadaire d'une petite ville industrielle des environs de Montréal, les perles suivantes :

"Que les patrons restent patrons; que les ouvriers restent ouvriers; mais qu'il s'établisse entre eux une CHARITABLE, sincère et loyale collaboration.

"L'important c'est que la charité règne entre patrons et ouvriers et que ces derniers soient intéressés dans l'entreprise de leur patron. On peut réaliser ce but de multiples manières, notamment : en faisant prendre des parts à l'ouvrier, en créant un conseil d'usine ou une boîte aux idées... en laissant aux ouvriers une certaine participation à la MARCHE TECHNIQUE de l'affaire...

"Pour ce qui est de la participation absolue aux bénéfices et à la gestion, elle reste toujours plus réalisable en théorie qu'en pratique et en outre elle ne s'accorde pas avec les caractères habituels des ouvriers: MANQUE DE DEVELOPPEMENT INTELLECTUEL, insuffisance de ressources pour parer aux déficits ou aux crises. Mieux vaut donc s'en tenir à une participation relative..."

Cela vous donne une excellente idée de la mentalité des patrons — canadiens-français, surtout — des petits centres industriels du Québec; tout comme cela explique comment il se fait que les salaires y sont si bas et les conditions de travail si exténuantes, tout cela légalisé, encouragé par les Ordonnances de l'Office des salaires raisonnables (?).

Tous ce que ces bons patrons ont à suggérer pour résoudre les problèmes sociaux, c'est la charité; tout ce dont ils parlent, ce sont "des devoirs des ouvriers" mais jamais "de leurs droits" ou encore ils suggèrent des conseils d'usine (lisez : des organismes qu'ils contrôleront), mais ils ne font aucune mention des unions ouvrières.

Quant aux "parts" qu'ils désirent vendre aux ouvriers, on peut dire sans peur de contradiction, que ce sont des "cadeaux, une charité (don)" qu'ils veulent des ouvriers, car jamais ceux-ci ne reverront la couleur de leur argent s'ils consentent à l'achat de ces "parts". Les preuves abondent qui prouvent cette assertion. C'est loin d'être une "participation aux bénéfices" pour les ouvriers; pour eux, c'est une perte pour augmenter les "bénéfices" des patrons.

La participation aux bénéfices, en théorie, c'est beau, mais en pratique, ça ne vaut pas les quatre fers d'un vieux cheval, disent-ils. Et pourquoi? "Parce que les ouvriers manquent de développement intellectuel." Pour ces philanthropes, nous sommes des imbéciles, des ignorants; eux, se considèrent des foudres d'intelligence et des êtres supérieurs. Répétition de la parabole du pharisien et du publicain.

Mais s'il est vrai que les ouvriers manquent de développement intellectuel, à qui la faute? Ouvriers, avez-vous déjà pensé à cela? Lorsque nous demandons des réformes à notre système scolaire, que nous répond-on?

"Honneur à la province de Québec! L'instruction y est plus développée que dans les autres provinces, nous avons les meilleures écoles, nos collèges classiques sont des merveilles", etc. Avec ça on nous bouche. Est-ce vrai, oui ou non?

L'Ordonnance No 4 encore amendée.

Lorsque nous disions récemment que tout ce que l'Office des salaires raisonnables accomplissait c'était de faire et défaire, de refaire et de redéfaire encore et toujours, nous ne pensions pas en avoir la preuve aussi vite. On vient encore d'amender cette Ordonnance No 4 des salaires raisonnables. Cette fois-ci, ce sont les garçons et filles de table, les valets, filles de chambre, serviteurs de buvettes ou cabarets, opérateurs d'ascenseurs et les aides ou assistants aux travaux de cuisine qui en sont les victimes. On leur accorde un salaire variant de 10 à 20 cents de l'heure, et pour les chefs-cuisiniers (qui ne se font aucun pourboire), de 12 à 30 cents de l'heure; ils auront une semaine de travail de 60 heures à ce taux horaire, mais s'ils travaillent un plus grand nombre d'heures, ils seront encore payés le même taux horaire.

Les camionneurs et charretiers ne sont pas oubliés, non plus : leur semaine de travail sera de 60 à 72 heures; toutefois, quand ils sont autorisés à travailler sept jours par semaine (que devient le jour du Seigneur,

(Suite à la cinquième page)

La qualité prime tout

**THÉ**  
**"SALADA"**

# La vie des unions ouvrières par Ben. Drolet

## ASSEMBLES D'URGENCE DES EMPLOYES DE TRAMWAYS

En vue du fait que M. Raoul Trépanier, agent d'affaires de l'union des employés de tramways, quittait Montréal, dimanche le 6 courant, pour aller assister à une conférence entre le bureau exécutif de la Fédération Américaine du Travail et celui du Congrès des Métiers et du Travail du Canada, dont il est le vice-président, la division 790 a avancé sa réunion mensuelle au 2 août. Le confrère Gérard Gagnon, présidait assisté de tous les officiers.

Un des buts principaux était de choisir les délégués devant représenter la division 790 au Congrès général de l'Association Amalgamée d'Amérique des employés de chemins de fer électrique et chauffeurs d'autobus, qui s'ouvrira lundi, le 11 septembre prochain, à Cincinnati, Ohio. Les délégués suivants furent élus pour représenter cette division: Gérard Gagnon, président du local et 5e vice-président international et O.A. Neveu, secrétaire trésorier de la division 790.

On a en même temps fait le choix des délégués qui iront représenter la division au Congrès des Métiers et du Travail du Canada qui ouvrira sa session lundi, le 25 septembre prochain à London, Ont. Les élus sont les confrères Albert Chartier et Léo Rettinger, tous deux membres de l'exécutif de la division 790.

Considérant que la Ligue de l'étiquette unioniste est à préparer un travail efficace et nécessaire pour les unionistes concernant la publication d'un guide des acheteurs des produits revêtus de la marque syndicale, le local 790 décida d'y souscrire.

Selon le rapport de l'agent d'affaires, M. Raoul Trépanier, plusieurs griefs sérieux furent réglés avec l'officiel de la compagnie des tramways à la satisfaction des intéressés.

Sur recommandation de l'exécutif des résolutions de sympathies ont été adoptées à l'adresse des familles des membres décédés durant le mois de juillet: Pierre Royer, Damase Lacroix, Lorenzo Jacques, Andrew Cunningham et Lorenzo Bonin. D'autres résolutions furent aussi adoptées à l'adresse des confrères Oscar Sauriol, pour le décès de son père et Joseph Boone, pour le décès de sa mère.

## CHEZ LES OUVRIERS DU MANTEAU

Les ouvriers et les ouvrières de la confection du manteau du local 112 de l'ILGWU se réunirent nombreux mardi soir, à l'auditorium, 375 ouest, rue Ontario, sous la présidence de M. Albert Eaton. Cette réunion avait pour but de prendre connaissance du rapport de M. T. Greenberg, président impartial et à qui fut référé le cas de certaines réclamations des manufacturiers de la confection pour dames en ce qui concernait d'amender l'entente collective du 1er juillet 1937. M. Bernard Shane, organisateur général, fit part à l'assemblée de la décision du président impartial, M. Greenberg et il ajouta quelques remarques qui furent trouvées satisfaisantes.

Le rapport de M. Greenberg fut lu en son entier et expliqué point par point. D'abord il félicita les parties en cause du soin avec lequel elles préparèrent le mémoire qui lui fut remis. M. Greenberg déclara avoir pris tous les renseignements qu'il a cru utiles afin que sa décision soit la plus juste possible aux parties intéressées.

Les décisions sont: que les demandes du Conseil des manufacturiers et de l'union ne sont pas accordées; 2e que l'augmentation de 5 pour cent accordée le 1er janvier 1939 par les manufacturiers doit être retranchée; 3e que l'établissement du travail à la pièce devra rester ce qu'il était le 1er janvier 1939; que la présente décision ne devra pas être effectuée durant la présente saison mais pourra prendre effet seulement le 1er janvier 1940.

## LES OUVRIERS DE LA FOURRURE A LA PARADE DE LA FETE DU TRAVAIL

Le Conseil Conjoint de l'union internationale des ouvriers de la fourrure, tenait lundi de cette semaine une réunion conjointe des membres des locaux 66 et 67, en la salle de l'union du Commerce, 1079, rue Berri. Plusieurs questions urgentes furent soumises à leur considération, celles-ci ayant trait au prochain contrat collectif de travail, à l'imposition d'une taxe (assestement) de \$2.00 pour un appui à être accordé à l'union des journaliers en grève depuis déjà plusieurs mois aux Etats-Unis, ainsi qu'à la participation à la célébration de la fête du travail.

Cette dernière question a donné lieu à des réflexions justes et pratiques à l'effet que si l'assemblée acceptait l'invitation du Conseil des Métiers et du Travail de prendre part à la parade traditionnelle le premier lundi de septembre, il faudra nécessairement que les 800 membres des unions locales soient au poste ce jour-là. Il n'y a aucune raison, a déclaré Mlle Brien, pour que les membres s'abstiennent de participer à la parade et de montrer leur force réelle. Les unionistes conscients de leur devoir devront, dit-elle, sacrifier leur promenade personnelle et marcher dans les rangs de la parade et porter fièrement sur leur poitrine l'insigne de la force économique. A la suite de ces remarques justifiées, il fut décidé sur proposition du confrère Goderesky, que le Conseil conjoint accepte l'invitation du comité de la Fête du Travail et un comité fut nommé pour voir aux préparatifs de cette fête, il se compose de: Léo Séguin, Jos Godoresky, Ovila Vallières, Jeanne Charbonneau, Mme R. Rappoport, Miles L. Lord, Hélène Crevier, Laurette Charbonneau, M. Ernest Labelle, président du local 66 ex-officio et de Mlle E. Brien, présidente du local 67.

Le confrère Napoléon Morrier, président du conseil, occupait le fauteuil assisté des présidents des locaux 66 et 67.

## M. JOHN G. WINANT, DIRECTEUR DU B. I. T.

Le nouveau directeur du Bureau international du Travail, M. John Gilbert Winant, a pris possession de son poste au début de cette année; né à New-York le 23 février 1889, M. John G. Winant avait déjà joué aux Etats-Unis un rôle important avant de venir à Genève. Député à deux reprises, en 1917 et en 1923, à la Chambre des représentants du New-Hampshire, il devenait, en 1921, sénateur de cet Etat. En 1924, il fut élu gouverneur du New-Hampshire et — fait qui ne s'était pas produit depuis plus de cent ans — il fut réélu en 1930. A l'expiration de son second mandat, en 1932, il obtint même une troisième réélection. Pendant les grèves du textile de 1934, il présida la Commission d'enquête sur le textile et, à ce titre, il rendit des services remarquables.

Son pays étant devenu Membre de l'Organisation internationale du Travail, M. Winant avait été nommé, en avril 1935, Sous-Directeur du Bureau international du Travail. Mais sur la demande du Président Roosevelt, il était retourné aux Etats-Unis en octobre de la même année pour prendre la présidence du "Conseil de sécurité sociale", nouvellement créé. Il revint à Genève comme sous-directeur du Bureau international du Travail en 1937. La même année, il présida, à Washington, la Conférence internationale du textile.

Lors de cette désignation, M. E. J. Phelan a été nommé Directeur adjoint du Bureau. La présence auprès du nouveau Directeur de l'un des premiers animateurs du Bureau international du Travail atteste la continuité de la tradition d'Albert Thomas et d'Harold Butler.

Quand vous achetez des produits ou marchandises exigez toujours qu'ils soient revêtus de la marque syndicale.

## ASSEMBLEE D'URGENCE

### De la Ligue de l'Etiquette d'Union de Montréal.

Une assemblée spéciale d'urgence de la Ligue de l'étiquette d'union de Montréal a été convoquée pour mardi prochain, le 15 courant, à 8 h. 15 du soir, à la salle de l'Union des modistes en chapeau, 1207 rue Université. Plusieurs sujets importants qui nécessitent l'attention immédiate des délégués sont à l'ordre du jour. Tous devraient se faire un devoir d'être présents.

## AMUSEMENT OUVRIER BIEN REUSSI

Les fêtes champêtres organisées par l'union des pressiers et assistants, local 52, au parc Tétraultville et par les ouvriers de la fourrure locaux 66 et 67, et de l'union des ouvriers en sacoches, local 9, au parc Raimbault, ont obtenues un entier succès. Ces fêtes eurent lieu dimanche dernier, la température idéale a certainement favorisée les nombreux amis des membres des unions précitées de participer aux amusements sportifs qui furent exécutés à la satisfaction des participants.

Les prix du concours de popularité organisé par les ouvriers de la fourrure et les ouvriers en sacoches, ont été adjugés à Mme R. Gagnon, 1er prix; à Mlle L. Couturier, 2e prix, du local 67, et à Mlle D. Gothall, 3e prix, du local 9. Bref le succès de ces fêtes revient aux organisateurs suivants: Maurice Ratelle, de l'union des pressiers; A. Harry Miller et A. Mercier, des locaux de la fourrure; et Georges Couturier, de l'union des ouvriers en sacoches.

## CHEZ LES CORDONNIERS

Les réunions hebdomadaires de l'union des travailleurs en chaussure, local 249, sont par le temps qui court des plus intéressantes par les questions qui y sont soumises pour considération.

Au cours de l'assemblée tenue vendredi dernier, sous la présidence du confrère Henri Bolland, assisté des vice-présidents Delphis Jodoin et Roméo Talbot, le confrère Chs. McKercher, agent d'affaires, signala dans le rapport de ses activités qu'une autre catégorie de travailleurs en chaussures avait de nouveau exprimé leur intention de joindre les rangs de la B. & S. W. U. Il paraîtrait que depuis l'agitation qui avait été faite en ce sens, il y a déjà quelques mois, les employeurs ayant eu vent de l'affaire ont mis un frein au mouvement d'organisation des intéressés en leur promettant un salaire plus élevé et amélioration dans leurs conditions de travail. Comme il n'y a rien eu d'accompli à ces promesses, une fois de plus les ouvriers ont constaté que ce n'est que par l'organisation qu'ils réussiront à obtenir ce qu'ils réclament et ce à quoi ils ont droit.

M. McKercher rappela aussi que les ouvriers en chaussures d'une fabrique importante avaient été en butte à une réduction de salaires sur toutes les opérations, et qu'après avoir tenté de régler la question il regrette de constater que les intéressés ne semblent plus s'occuper du règlement de cette réduction. Toutefois la question a été discutée sur toutes ses faces entre la direction et les officiels de l'union et tout semble vouloir se régler à la satisfaction des parties en cause en acceptant la reconnaissance du prix minimum de l'heure fixé par l'employeur ce dernier étant prêt, déclare M. McKercher à rembourser la différence à ceux des ouvriers qui n'auraient pas gagné le prix minimum fixé par le contrat collectif de travail.

Le local 249 décida l'achat de billets pour la fête champêtre de l'union des buandiers, local 122, qui aura lieu le 13 août, au terrain Raimbault, 3101 blvd. Gouin ouest, Cartierville.

C'est avec regret que l'union a appris la mort du confrère Philias Bourdon, arrivée ces jours derniers; un vote de vives sympathies fut adopté à l'adresse de la famille éplorée.

## M. GUS. FRANCO EN EUROPE

M. Gus. Franco, secrétaire général de la Fédération provinciale du Travail, s'embarque aujourd'hui à bord de l'Empress of Britain, à Québec, il va assister au Congrès annuel des unions ouvrières britanniques qui se tiendra du 4 au 9 de septembre, à Bridlington, en qualité de délégué fraternel du Congrès des Métiers et du Travail du Canada. M. Franco se rendra après le congrès en Belgique et en France (Paris) où il rendra une visite fraternelle aux chefs ouvriers français, dirigeants de la Confédération générale du Travail de France. M. Franco durant sa tournée offrira aux ouvriers organisés d'outre-mer les meilleurs voeux de succès et de confraternité des travailleurs organisés du Canada.

Le personnel de la Mercantile Printing et du Monde Ouvrier, dont il est l'éditeur, lui souhaite un bon voyage et un heureux retour.

## LA CHAPELLERIE

La "Gazette Officielle de Québec" donne avis que le comité paritaire de l'industrie de la chapellerie pour dames de Montréal aura dorénavant le droit de prélever une cotisation des employeurs et des employés assujettis à la convention collective du travail. Cette cotisation qui s'élève à une demie d'un pour cent des salaires payés mensuellement aux ouvriers et ouvrières sera dans le but de défrayer les dépenses du comité paritaire.

On sait que le comité doit surveiller dans tous les ateliers l'observance des salaires et des conditions de travail. Ce prélèvement sera en vigueur du 15 février 1939 au 15 février 1940.

## CHEZ LES BUANDIERS

Les membres de l'Union des buandiers, teinturiers et valetiers, local 122, ont pris connaissance au cours de leur assemblée bi-mensuelle, mercredi soir dernier, d'une réponse de l'hon. Ferdinand Roy, président de l'Office des salaires raisonnables à une lettre qui lui avait été adressée par M. Roméo Lepage, agent d'affaires du local 122, le 5 juillet dernier, relativement à une modification à être apportée à l'Ordonnance No 17. M. Roy assure l'union que les suggestions émises seront étudiées sérieusement et qu'il y a tout lieu de croire, quelque soit la décision de l'Office, les intéressés en seront sûrement satisfaits. Cette réponse a paru être très acceptable dans les circonstances.

Le comité de la fête champêtre présidé par M. B. Beaudry, a présenté un rapport définitif; cette fête qui aura lieu demain (dimanche) au parc Raimbault, 4101 blvd. Gouin, Cartierville, coïncide avec le 2e anniversaire de fondation du local 122. Les organisateurs comptent sur l'encouragement fraternel des membres des unions-sœurs pour en faire un succès sans précédent.

## CONDOLEANCES ET SYMPATHIES

Le Conseil des Métiers et du Travail des Trois-Rivières a voté à son assemblée de lundi soir, une résolution de sympathies à l'adresse de la famille de Maurice Labelle, d'Ottawa, premier vice-président de l'Union internationale de la pulpe et du sulfite, décédé subitement au moment où il se levait pour adresser la parole. Les délégués gardèrent une minute de silence.

M. Labelle demeurait à Ottawa depuis une trentaine d'années. Pendant deux ans il fut organisateur ouvrier, et depuis dix ans il était le premier vice-président de la Fraternité internationale de la pulpe et du sulfite du Canada, des Etats-Unis et de Terre-Neuve.

Le Monde Ouvrier offre ses plus sincères sympathies à la famille si cruellement éprouvée, et au Travail Organisé pour la perte sensible qu'il vient de subir.

FUMEZ LES Cigarettes GRADS

Le Monde Ouvrier est imprimé sur papier journal manufacturé par la maison E. B. Eddy & Co., dont les ouvriers sont organisés 100 pour cent.

# XXVe conférence internationale du travail

## Des résultats et un point de départ.

Ce serait sûrement le fait d'un esprit superficiel que de dégager de la XXVe Conférence internationale du Travail, venant de se tenir à Genève, des conclusions portant au découragement sinon au pessimisme. C'est qu'en effet, en face des circonstances actuelles, il faut se rendre à l'évidence que si les résultats ne sont pas ce qu'ils eussent pu être en d'autres temps plus propices, ils n'en restent pas moins encourageants.

Il serait bon qu'on n'oublie pas que Genève concrétise une aspiration incomplètement réalisée et que telle qu'elle est, l'institution genevoise demeure le témoin, atténué sans doute, de ce qui fut l'esprit du monde au lendemain de l'autre guerre. Au reste sa volonté déclarée de maintenir son activité même dans les pires éventualités représente la garantie certaine qu'en dépit des déboires et des insuccès, le monde du travail n'avait certes point mal placé sa confiance et qu'il pourra, les épreuves présentes passées, en opérant les redressements indispensables, faire ou plutôt refaire de Genève ce qu'il aurait pu et dû être.

Nous ne reviendrons pas ici sur le fait de l'ajournement du problème des 40 heures, car tout le monde connaît et a reconnu les motifs impérieux qui ont fait admettre ce retardement qui, on ne saurait assez le souligner, ne pourrait à aucun prix être considéré comme un abandon plus ou moins tacite, accepté par toutes les parties. Au reste, le congrès syndical international de Zurich a proclamé que, sur ce point essentiel de son programme social, la Fédération syndicale internationale est animée, toute entière, de l'irréductible détermination de faire aboutir, quoi qu'il advienne, une réforme dont la légitimité et la nécessité ne sauraient être honnêtement contestées.

Donc, après avoir décidé l'ajournement tout provisoire du problème des 40 heures, la Conférence internationale du Travail ayant discuté le rapport du Directeur, procéda à l'examen du rapport déposé sur l'application faite des conventions et recommandations antérieures. Ce rapport fut approuvé sans discussion. Sur ce point nous voulons exprimer ici le vœu de voir toutes les organisations syndicales mettre à profit le répit imposé dans la conquête de réformes nouvelles pour s'attacher, avec ardeur, à une tâche qui revêt l'importance extrême dans les circonstances actuelles: celle d'agir, avec force et discernement, pour assurer la conservation de tout ce qui a été acquis, pour l'incorporer profondément à la pratique nationale, pour en faire un état de choses définitif sur le double plan national et international. Il y a là un champ d'action assez vaste et fertile pour occuper largement, et au delà, la vitalité et la combativité des organisations syndicales, dans tous les pays, quels qu'ils soient.

La Conférence, pour y revenir, a fait adoption d'une recommandation sur l'apprentissage; on sait que des recommandations revêtent juridiquement un caractère moins impératif que les conventions, mais cela ne saurait conduire à minimiser les résultats obtenus. Ces deux recommandations vont permettre aux différents pays (entendu que les syndicats devront s'y intéresser de près car le problème a une importance cruciale pour eux) de parfaire et d'harmoniser les lois et règlements existant déjà ou bien d'instaurer une législation s'il n'en existe point encore.

En ce qui concerne la réglementation des contrats de travail pour les indigènes, la conférence a fait adoption d'un ensemble de textes dont la réalisation constituera un progrès plus qu'appréciable. On a voté deux conventions, l'une concernant les contrats écrits et l'autre les sanctions pénales (les circonstances n'ayant point encore permis de faire aboutir leur suppression immédiate, mais leur abolition graduelle est déterminée); d'autre part deux recommandations ont été élaborées, l'une sur la durée maxima des contrats et l'autre sur l'inspection du travail.

Dans la question de l'égalité de traitement des travailleurs migrants une convention et deux recommandations ont été adoptées, fixant ainsi le cadre d'une réglementation et d'une collaboration internationale dont la valeur ne saurait échapper à personne. A noter que le groupe ouvrier a délibéré sur un aspect fort important de ce problème des migrations ouvrières: celle de la position essentiellement différente dans laquelle se trouvent d'une part les pays localement émigrants et les pays recevant ordinairement le flot des courants migratoires quant aux charges inégales qui résultent de la réciprocité des traités bilatéraux. L'étude de cet aspect particulier de la question

de l'émigration devra être poursuivie par le groupe ouvrier du Conseil d'Administration.

Pour achever son ordre du jour, la Conférence n'avait plus qu'à statuer sur le problème de la durée du travail dans les transports routiers. Une convention a été adoptée à cet effet, ainsi qu'une recommandation et des résolutions. Les résultats obtenus sont appréciables, car, pour beaucoup de pays du moins, ils représentent un progrès considérable en ce qui concerne la réglementation du travail de nuit, le repos des conducteurs de voitures particulières, l'institution du livret de route, les méthodes de réglementation, etc.

Si on veut bien tenir compte de l'état d'esprit pessimiste avec lequel on voyait s'approcher la date de la Conférence internationale du Travail, il y a lieu, toutes proportions gardées de se féliciter des résultats obtenus, si modestes puissent-ils apparaître. Désormais il appartient aux travailleurs groupés fidèlement dans leurs organisations syndicales de pratiquer une vigilante action, d'ancrer solidement les réformes acquises, de ne pas permettre qu'on les amenuise; d'œuvrer avec foi et détermination au perfectionnement futur d'une institution qui, si elle a rendu des services parfois trop peu appréciés, peut devenir, à condition de le vouloir fortement, cette Organisation Internationale du Travail que visaient les promoteurs de l'idéal, formulé dans un des rares chapitres des Traités qui subsistent encore, le chapitre XIII relatif à ce qu'on appela si justement "La Charte internationale du Travail."—F. S. I.

## LA PRODUCTION DU NICKEL

Le Canada fournit environ 90 p. 100 de la production du nickel annuelle de l'univers, annonce le Ministère fédéral des Mines et des Ressources.

A l'exception de petites quantités qu'on récupère des minerais d'argent et de cobalt du Nord de l'Ontario, la production canadienne de nickel provient des gisements de nickel et de cuivre de la région de Sudbury. On connaît l'existence d'autres gisements de minerais nickelifères dans le Nord et le Nord-ouest de l'Ontario, dans le Nouveau-Brunswick, le Manitoba, la Colombie-britannique et dans les Territoires du Nord-ouest, sur la côte Ouest de la baie d'Hudson.

Deux compagnies se partagent les travaux d'exploitation de la région de Sudbury. L'International Nickel Company est de beaucoup la plus importante; elle exploite plusieurs mines, elle en traite les minerais à sa propre usine métallurgique établie dans la région, et elle produit le nickel à son usine d'affinage de Port Colborne, Ontario. L'autre compagnie, la Falconbridge Nickel Mines, Limited, extrait une matte de cuivre nickelifère de la mine et de l'usine métallurgique qu'elle possède près de Sudbury, mais elle exporte cette matte en Norvège pour l'affinage.

La production canadienne de nickel a atteint en 1938, le total de 105,337 tonnes, inférieur de 6,3 p. 100 au sommet sans précédent de 1937. Ce dernier doublait toutefois amplement celui d'avant la crise, atteint en 1929. Il reflète l'augmentation rapide de l'emploi du nickel au cours des dernières années, surtout dans la production des aciers au nickel, du fer coulé au nickel, et des alliages de nickel et de cuivre ou de nickel et d'argent.

## L'apprentissage

Parmi les divers modes de formation professionnelle l'apprentissage pose des problèmes particuliers, en raison notamment de ce qu'il est donné dans les entreprises et comporte des relations contractuelles entre l'employeur — maître d'apprentissage et l'apprenti.

D'après les textes soumis à la Conférence Internationale du Travail, ce terme d'"apprentissage" s'applique à tout système en vertu duquel l'employeur s'engage par contrat à employer un jeune travailleur et à lui enseigner ou à lui faire enseigner méthodiquement, un métier, pendant la période préalablement fixée, au cours de laquelle l'apprenti est tenu de travailler au service de cet employeur.

Pour rendre cet apprentissage aussi efficace que possible, il importe de prendre, soit par voie législative ou administrative, soit par voie de convention collective, soit encore par une combinaison de ces diverses formes de réglementation, un certain nombre de mesures déterminant les qualifications techniques et autres, requises de l'employeur pour avoir et former des apprentis, les conditions régissant l'entrée des jeunes gens en apprentissage, les droits et obligations réciproques de l'employeur et de l'apprenti.

Parmi les principes dont ces mesures devraient tenir compte, la recommandation proposée à la Conférence indique, par exemple: celui d'un âge minimum que les jeunes gens devraient avoir atteint pour pouvoir entrer en apprentissage et qui ne devrait, en aucun cas, être inférieur à l'âge de la fin de scolarité obligatoire; la nécessité d'un examen médical des jeunes gens avant leur entrée en apprentissage, etc...

Des dispositions devraient être prises pour assurer l'enregistrement des apprentis auprès d'organes compétents, et, le cas échéant, pour assurer le contrôle de leur nombre.

Il conviendrait de prévoir la possibilité de transférer les apprentis du service d'un employeur au service d'un autre, dans le cas où leur transfert paraît nécessaire ou opportun pour éviter une interruption de l'apprentissage, pour compléter leur formation ou pour un autre motif.

Les conditions de forme et de fond des contrats d'apprentissage devraient être déterminées, notamment par l'établissement de contrats-types.

Les contrats d'apprentissage devraient porter toutes indications utiles sur le monde de fixation de l'indemnité en espèces et des autres prestations dues par l'employeur, et sur les congés payés de l'apprenti.

Il serait désirable que les milieux intéressés à l'apprentissage, et notamment les organisations d'employeurs et de travailleurs, collaborent avec les organes publics chargés du contrôle de l'apprentissage.

Une collaboration étroite devrait exister entre les organes chargés du contrôle de l'apprentissage et les autorités de l'enseignement général et professionnel, les institutions d'orientation professionnelle, les bureaux de placement publics et les autorités de l'inspection du travail.

## ALBERT THOMAS

Il y a sept ans, Albert Thomas, premier Directeur du Bureau international du Travail, mourait subitement à Paris.

Pour commémorer ce douloureux anniversaire, le personnel du Bureau s'est réuni, le 8 mai 1939, autour de son Directeur actuel, M. John G. Winant, qui a déposé une palme au pied du monument de son prédécesseur.

Pendant la minute de recueillement, les pensées de tous se sont reportées vers celui qui avait créé le Bureau, qui l'avait aimé passionnément, qui lui avait consacré sa vie et qui aujourd'hui encore l'anime de son généreux souvenir.

## POURQUOI S'EN FAIRE ?

La dame de la maison: Marie, avez-vous lavé le poisson avant de le faire cuire?

La bonne: Mais, madame, je ne vois pas pourquoi il faudrait laver une chose qui a été dans l'eau toute sa vie.

## LABOR DIRECTORY INDEX DES UNIONS

CONSEIL DES METIERS ET DU TRAVAIL DE MONTREAL — MONTREAL TRADES AND LABOR COUNCIL. — Meets every 1st and 3rd Thursday of each month — s'assemble les premier et troisième jeudis de chaque mois, à la salle de l'Assistance Publique, 458, rue LaGauchetière Est. Président, Raoul Trépanier, 1153, rue Saint-Denis, Tél. L.A. 2503; secrétaire-correspondant — correspondant, secretary, J.-E. Gariépy, 11, rue Saint-Paul Ouest, Tél. L.A. 5361; vice-présidents, Alfred Mathieu, 2348, rue Chapleau, Tél. CH. 6150 & J.-A. Sullivan, 1430, rue Bleury, Tél. MA. 3817.

ALLIED PRINTING TRADES COUNCIL. — To promote the interests of the Allied Union Label (which can be had in French or English). The following organizations comprise Council: The Typographical Union No. 176; Jacques Cartier Typographical Union No. 145; Printing Pressmen and Assistants' Union No. 52; Bookbinders' Union No. 91; Photo Engravers' Union No. 9; Stereotypers and Electrotypers' Union No. 33; Amalgamated Lithographers of America No. 27. President, W. Forrest; vice-president, C. Arpin; Rec.-Sec., A. F. Ricard; Sec.-Treasurer, James Phillip, Room 103, 686 Notre Dame West. Executive: John Moore, A. Quiry and John Kelly. Auditors: J. A. Ardouin, Jos. Deslongchamps, R. D. Léonard. Tel MA. 7489. Council meets second Tuesday of each month at 909 St. Lawrence Blvd.

UNION TYPOGRAPHIQUE JACQUES-CARTIER No 145. S'assemble le 1er samedi du mois, à la salle de l'Union du Commerce, 1679, rue Berri. Président, Charles Couto, 2058, rue St-Antoine, Tél. P.L. 4237; secrétaire trésorier, Chs. E. Chailfour, 7430, Christophe-Colomb, tél DO. 3771.

TYPOGRAPHICAL UNION No. 176—Meets first Saturday of each month at the Mount Royal Hotel, Raymond M. Bennett, President, 337 Melrose Ave., Verdun; James Phillip, Secretary-Treasurer, Room 103, 686 Notre-Dames W. Business hours: 9:00 a.m. to 5 p.m.; Saturday, 9:00 a.m. to 1:00 p.m.; MA. 7489.

CONSEIL DE DISTRICT DE MONTREAL DE LA FRATERNITE UNIE DES CHARPENTIER-MENUSIERS D'AMERIQUE — MONTREAL DISTRICT OF CARPENTERS AND JOINERS OF AMERICA.—Président, Esdras Secours; vice-président, F. Doucet; trésorier, E. Lanthier; secrétaire, Pierre Lefèvre; gardien, Zénon Primeau; agents d'affaires, Ed. Toussaint et E. Bernier.

Assemblée chaque mercredi, à 8 hr, du soir au Monument National, chambre 10.

U. L. 134, s'assemble tous les lundis soirs au Monument National, chambre 11, Pierre Lefèvre, secrétaire.

U. L. 178, s'assemble tous les 1er et 3e jeudis de chaque mois, au Monument National, chambre 10, Jos. Remy, secrétaire, 8813, rue Henri-Julien.

U. L. 1127, s'assemble tous les 2e et 4e lundis, au Monument National, ch. 10, Eudore Primeau, secrétaire, 161-4e Ave., Verdun.

U. L. 1244, s'assemble tous les 2e et 4e jeudis, à 904, Ste-Catherine ouest, H. J. Satter, secrétaire, 2282, Oxford Ave., N. D. G.

U. L. 1360, s'assemble tous les 1er et 3e lundis, à 4030, Notre-Dame ouest, H. Martin, secrétaire, 3845, rue Claude, Verdun.

U. L. 1375, s'assemble tous les lundis, à 159—1e Avenue, Lachine, Harris Daoust, secrétaire, 159, 1re avenue, Lachine.

U. L. 1558, s'assemble tous les lundis vendredis, à 1651, rue Létourneux, Charles Thibault, secrétaire, 2011 rue Bourbonnière.

Membres Associés, ce Local s'assemble le 2e mardi, au Monument National, chambre 11.

UNION DES EMPLOYES DE TRAMWAYS DE MONTREAL, Local 790. Association des Employés de Tramways électriques et de chauffeurs d'Autobus d'Amérique. — Montreal Tramways Employees' Union, Local 790, Amalgamated Association of Street, Electric Railway and Motor Coach Employees of America.—Quartiers généraux. — Headquarters, 1153 St-Denis, tél. L.A. 2508. Officiers—Officers: Gérard Gagnon, vice-président international et président local; J. Georges Gagnon, vice-président; O.-A. Neveu, secrétaire-financier; Raoul Trépanier, agent d'affaires; Alberto Brodeur, trésorier; Henri Cholet, secrétaire correspondant; W. Latour, sentinelle. Le local se réunit le 2e mercredi de chaque mois, à la salle de l'Union du Commerce, 1079 Berri, et l'exécutif le lundi précédant l'assemblée régulière, à 1153, rue St-Denis.

FRATERNITE DES PEINTRES DECORATEURS ET TAPISSIERS D'AMERIQUE. — Local 349.—S'assemble le 2e et 4e lundi du mois au 1331A rue Ste-Catherine est. Président, A. Renaud, 500 Congrégation, Fitzroy 0995; vice-président, C.-A. Mondor, 4227 rue Mentana; secrétaire-correspondant, E. Gilbert, 8626 Henri-Julien; trésorier, L.-P. Boiselle, 4562 rue Marquette; secrétaire-financier, Raoul Gervais, 2585 Blvd Gouin; conducteur, A. Goudreau, 9078B Notre-Dames Est; Auditeurs: Arthur Boismenu, 4621 Colonial; Ernest Désève, 6133 St-Dominique; Gaston Renaud, 5023 Chambord; gardien, Jos. Girard, 8145 rue Saint-André.

UNION DES TRAVAILLEURS DE LA CHAUSSURE, Local 249. — Boot & Shoe Workers' Union. — S'assemble tous les vendredis soirs à 1331A Ste-Catherine Est. Président, Henri Rolland, 6772 Blvd. Saint-Laurent; 1er vice-président R. Talbot, 1849, Marie-Anne E.; 2e vice-président, Delphis Jodoin, 1766 rue Panet; secrétaire-archiviste et correspondant, N. Gervais, 2112 Wolfe; secrétaire financier, trésorier et agent d'affaires, Chs McKercher, 1331A Ste-Catherine E., CH. 6511, privé CL. 6123; assistant agent d'affaires, Lionel Thibault, 4070 Papineau, AM. 7062; sentinelle, Pacificque Goulet, 1092 Montcalm. L'exécutif s'assemble le 1er et 3e mercredi du mois, à 1331A, rue Ste-Catherine Est. Président, Ovide Drolet, 4104 Bordeaux; vice-président, Delphis Jodoin, 1766 Panet; secrétaire, N. Poirier, 2137 rue Champlain.

## LA CRITIQUE

Il est impossible que tous aient la même opinion sur une telle ou telle question, mais il est possible et nécessaire que ces divergences d'opinions ne soient en rien nuisibles à la bonne entente et au progrès d'une union.

La critique basée sur la jalousie et le dépit, voilà l'ennemi de l'union ouvrière et le poison qui mine et tue.

## 3,902,979 membres dans la Fédération américaine du Travail

Le secrétaire-trésorier, Frank Morrison, de la Fédération Américaine du Travail, vient de déclarer qu'en date du 1er août 1939, le nombre des membres en règle était de 3,902,979.

Soit une augmentation de 1,462,929 membres depuis le 5 septembre 1936. Il y a actuellement 105 unions nationales et internationales, 48 fédérations provinciales et 800 conseils centraux des métiers et du travail y affiliés.

### A BATONS ROMPUS

(Suite de la première page)

alors ?), leur semaine normale sera de 65 à 78 heures avec un maximum de 84 heures de travail par semaine.

Vous savez maintenant pourquoi le Travail Organisé réclame l'abolition de l'Office des salaires raisonnables. Vous admettez qu'il y a de quoi. Et dire que la Conférence internationale du Travail de Genève a adopté pour tous les salariés une convention établissant la semaine maximum de travail de quarante-huit heures, que les délégués du Canada ont voté pour cette convention et que le Canada se doit moralement de ratifier cette convention. Singulière façon de tenir ses engagements ! Non, réellement, au lieu de marcher de l'avant, comme on s'en vante si souvent, le Québec est à la queue. Il y a de quoi rougir de honte et l'on a encore l'audace de nous reprocher de ne pas admirer un gouvernement qui ratifie des conditions de travail aussi scandaleuses, qui fait fi de ses engagements, encore plus de ses promesses.

## Les cultivateurs ont les faveurs, aux ouvriers la misère

Certes, nous ne sommes pas envieux du bonheur des autres, ni même des faveurs qu'ils obtiennent, mais encore ne faut-il pas que tout aille aux uns et rien aux autres. Avez-vous constaté que les cultivateurs sont exempts de la plupart des taxes qui accablent la propriété urbaine et l'industrie ? Combien d'entre eux paient un impôt sur le revenu ? Excessivement peu, s'il y en a, et pourtant nous en connaissons qui valent des centaines de mille dollars et se font un joli revenu. Il y a des exemptions toutes spéciales pour eux ; ils ont à leur disposition un système de crédit agricole fédéral et le gouvernement de Québec leur prête de l'argent par millions de dollars ; puis, s'ils sont endettés, ils ont une loi dite d'arrangements entre cultivateurs et créanciers, par laquelle leurs dettes sont presque toujours réduites de moitié aussi bien que le taux des intérêts. Il paraît que plus de 24,000 cultivateurs ont pris avantage de cette loi et ce pour le joli montant de près de cinquante millions de dollars.

Non, nous ne sommes pas jaloux d'eux, nous sommes même très heureux qu'on ait pensé à eux : il faut croire que leur vote compte plus que celui de la classe ouvrière. Est-ce là la raison ou bien est-ce dû au fait qu'ils crient plus fort que nous, ouvriers des grands centres ? Quelle que soit la raison, le fait brutal est là : on pense plus souvent à eux qu'à nous.

C'est probablement pour cela qu'une résolution a été adoptée par la Fédération provinciale du Travail, lors de sa récente conférence de Sherbrooke, qui réclame l'établissement d'une loi d'arrangement entre les salariés-débiteurs et leurs créanciers, semblable dans ses grandes lignes à celle qui existe pour les cultivateurs. Nous en publions ci-dessous le texte intégral :

Attendu que le Parlement a adopté et le gouvernement canadien administre une mesure pour aider le cultivateur à réduire sa dette envers ses créanciers, (garantie ou non) ;

Attendu que le but de ladite mesure est d'effectuer une réduction substantielle du capital et intérêts sur les montants dus par les cultivateurs, et d'accorder des délais pour le paiement des obligations ainsi réduites ;

Attendu que la loi dite Loi des arrangements entre cultivateurs et créanciers a été d'un grand avantage pour le cultivateur incapable de rencontrer ses obligations ;

Attendu que ladite loi a permis au fermier débiteur de prendre avantage de ses dispositions sans encourir aucun frais ou assumer aucune obligation, attendu que les receveurs officiels auxquels les applications sont soumises et qui en disposent, sont à l'emploi et à la solde du gouvernement, vu que lorsqu'un ajustement est effectué par le receveur officiel ou est référé à un Bureau de révision pour ajustement final, le cultivateur débiteur n'est nullement tenu ou requis de payer des

Attendu qu'une mesure similaire en principe et mêmes fins est des plus nécessaires pour venir en aide aux salariés employés dans l'industrie ou le commerce ;

Attendu que nombre de salariés, respectueux des lois, sont poursuivis et harassés par leurs créanciers, agents percepteurs et avocats, parce qu'ils ne peuvent rencontrer les obligations assumées par suite très souvent de chômage, maladie ou autres causes indépendantes de leur volonté ;

Attendu que, pour toutes fins légales, le salarié incapable de rencontrer ses obligations est insolvable ;

Attendu que le travailleur à gages ou salaire est un producteur de la fortune et

a droit aux bénéfices et avantages de toute législation au même titre et même plus que les commerçants, compagnies ou cultivateurs insolubles ;

Attendu que, dans la province de Québec, aucun débiteur ne peut se prévaloir de la Loi Lacombe avant qu'un jugement ait été rendu contre lui, les frais de ce jugement, les honoraires d'avocats et dépenses légales étant ajoutées au montant de sa dette ;

Attendu qu'en toute justice pour le travailleur manuel ou intellectuel recevant un salaire inférieur à deux mille cinq cents dollars par année, il devrait avoir droit à solliciter de l'aide sous forme de réduction de la dette ou de délai, par l'entremise d'une législation similaire dans ses grandes lignes à celle en vigueur pour la classe agricole ;

Attendu qu'il est d'urgence qu'une loi d'arrangement entre créanciers et salariés soit adoptée par le Parlement canadien à sa plus prochaine session, afin d'aider le salarié dont le salaire n'excède pas le montant mentionné au paragraphe précédent à réduire ou modifier sa dette ;

Qu'il soit résolu : Que cette conférence de la Fédération Provinciale du Travail du Québec se prononce en faveur de l'adoption par le Parlement canadien, lors de sa plus prochaine session d'une législation similaire en principe et avec le même but que la Loi d'arrangement entre cultivateurs et créanciers ; ladite loi à être administrée par les fonctionnaires en charge de la loi relative aux cultivateurs ;

Qu'il soit de plus résolu : Que le Congrès des Métiers et du Travail du Canada soit prié d'endosser cette résolution et de faire pression près du gouvernement pour qu'une loi de ce genre soit adoptée dans le plus bref délai possible.

## La question des logements dans les grands centres

Ce qu'on l'a entendu chanter sur tous les tons ce refrain de la disparition des taudis, de la pénurie de logements salubres dans les grandes villes. A Montréal, on a réglé la question en cinq sec, en engloutissant des millions de dollars dans un jardin botanique, qui va nous rapporter quoi ? Nous avons des quartiers infects qui n'ont rien à envier des bas-fonds des grandes villes européennes ou américaines. Non, mais franchement, dites, n'aurait-on pas fait mieux de nettoyer nos quartiers à logements dans les fonds de cour où les conditions d'hygiène brillent par leur absence, que de se payer le luxe d'un jardin botanique ou de châteaux dans l'île Sainte-Hélène ? Ce qu'on en aurait bâti des logements salubres avec tout ce qu'on a gaspillé dans des bâtisses inutiles et encombrantes ! On pourrait écrire des pages et des pages de critique sur toutes sortes d'entreprises qui, certes, ont leur valeur, mais qui auraient pu attendre.

Lors du dernier congrès de la Fédération provinciale du Travail, les délégués, justement émus de cet état de choses, ont adopté la résolution suivante qui parle d'elle-même :

Attendu que la pénurie de logements à Montréal, Québec et autres villes de la province a atteint les proportions d'une véritable crise affectant sensiblement les petits salariés et ceux qui sont sous le secours direct ;

Attendu qu'une activité sur une grande échelle dans les métiers de la construction réduirait considérablement le chômage, comme l'affirmait la commission Purvis et tous les experts locaux et autres ;

Attendu qu'il serait à l'avantage des citoyens des grands centres de prendre avantage des stipulations de la Loi fédérale du logement et de l'adoption d'un projet de construction municipale ;

Qu'il soit résolu : Que cette conférence de la Fédération provinciale du Travail du Québec insiste pour que les conseils municipaux des grands centres du Québec prennent immédiatement avantage des prévisions de la Loi fédérale du logement, (a) en se servant de tout équipement, personnel et machinerie municipale, aussi bien que des terrains disponibles, contribuant de la sorte et à peu de frais leur quote-part au plan fédéral municipal élaboré par cette loi ;

(b) en constituant un organisme local indépendant avec plein pouvoirs de bâtir et administrer des logements à loyer modéré sous les prévisions de la Partie 2 de la loi fédérale du logement (1938). —

### L'INSPECTION DU TRAVAIL

Une conférence technique préparatoire pour l'organisation de l'inspection du travail a été tenue récemment au Bureau international du Travail à Genève ; au cours de celle-ci le directeur M. John G. Winant, a déclaré que l'organisation des services de l'inspection du travail soulève de nombreux problèmes administratifs et techniques. En s'efforçant de mettre l'expérience de chacun des pays présents à la disposition des autres, le Bureau international du Travail est essentiellement dans son rôle d'organisme de collaboration internationale.

Une législation, quelle qu'elle soit, n'est efficace que dans la mesure où elle est appliquée. Or, la garantie la plus sûre de l'application des lois sociales réside dans l'existence de service d'inspection bien organisée. L'histoire d'un siècle dans les pays industriels les plus avancés a abondamment mis en lumière cette vérité, que la Constitution de l'Organisation internationale du Travail a explicitement consacrée et que la Conférence internationale du Travail de 1923 a affirmée avec plus de précision encore en votant une "recommandation" détaillée sur les principes d'une bonne organisation des services d'inspection du travail. Cette recommandation a été suivie par un grand nombre d'Etats et a eu, de l'avis général, des effets pratiques extrêmement utiles.

En ce qui concerne les conventions internationales du travail elles-mêmes, on sait que leur application effective, par les Etats qui les ratifient, est assurée par toute une procédure d'information mutuelle fonctionnant régulièrement. Le succès de cette procédure repose aussi, en grande partie, sur le bon fonctionnement de l'inspection du travail dans les divers pays.

Le but que l'on se propose maintenant, c'est d'introduire dans un acte international comportant des obligations plus définies que celles d'une simple "recommandation", les principes essentiels d'une bonne organisation de l'inspection du travail. A cet effet, la question a été officiellement inscrite à l'ordre du jour de la Conférence internationale du Travail de 1940 en vue de l'adoption d'une convention dont la ratification par de nombreux pays garantirait une application effective et uniforme de la législation du

travail dans une grande partie du monde civilisé.

C'est pour donner des avis sur les différentes dispositions que devrait contenir une telle convention, que la conférence technique préparatoire avait été convoquée.

La conférence a abordé l'examen des points sur lesquels il y aura lieu de consulter les gouvernements en vue de l'établissement d'une réglementation internationale.

Les premiers de ces points concernent l'opportunité d'une telle réglementation et la forme qu'il conviendrait de lui donner : Est-il opportun d'adopter une réglementation internationale de l'inspection du travail sous forme de convention unique visant l'industrie et le commerce, ou deux projets de convention distincts pour l'industrie d'une part, et le commerce d'autre part, ou un projet de convention pour l'industrie et une simple "recommandation" pour le commerce ?

La Conférence s'est également occupée du champ d'application de la réglementation internationale envisagée, de l'objet de l'inspection du travail, etc.

### CHEZ LES DEBARDEURS

Les membres du local 375, de l'Association Internationale des Débardeurs, assistaient nombreux à l'assemblée du 6 août. Parmi les questions à l'ordre du jour discutées furent celles du rapport du comité chargé d'étudier la question de la séniorité pour les membres ; le rapport de la délégation à la conférence de la Fédération provinciale du Travail ; la question de la silicose infectieuse occasionnée par la poussière du grain.

Les membres ont appris avec regret la mort de leur dévoué auditeur licencié, M. A.-H. Schneider, et ils ont observé une minute de silence debout, en sa mémoire.

Le secrétaire-trésorier, J.-M. Shannon, a été élu délégué à la convention du Congrès des Métiers et du Travail du Canada qui sera tenue en septembre prochain à London, Ont.

Il est du devoir de tout bon unioniste quand il fait des achats d'exiger que la marchandise qu'il achète soit revêtue de l'étiquette de l'union.

N'OUBLIEZ PAS LE

## PIQUE-NIQUE

DES BUANDIERS ET NETTOYEURS  
LOCAL 122

**DIMANCHE, LE 13 AOUT 1939**

PLAGE ST-JACQUES — Terrain Raimbault  
3101 OUEST BLVD GOUIN — Char Cartierville No 17

# Lapointe's Liberalism

(Inspired by his introductory address at the King Banquet.)

By BERNARD ROSE.

It burns like an unquenchable fire. It is forthright and fervent. It will not for an instant tolerate intolerance or hypocritical dissimulation. It will not truckle to factions or give countenance to the movements that preach dissension and division. It recoils in amazement at the suggestion that intelligent men and women will align themselves with men and groups that propagate principles and doctrines, that are diametrically opposed to Canadian conceptions of liberty and justice. It is not partisan, but human, in its appreciation of the blessings of government by the people for the people. It is thoroughly and constructively Christian. It believes in the goodness of men and the greatness of humanity. It fiercely repudiates the passions, prejudices, and appeals, that make for sectionalism, a contracted and suspicious Canadianism, and the capitalization of race and faith for political or partisan profit. It recognizes the right of the worker to join a union and directly negotiate with employers. It gives no encouragement to those who think in terms of reaction, or plan in the language of revolution.

It combines all that is noblest and best in the ideals of England and France.

It will not condone political poltroonery or shake hands with fanaticism.

It is a philosophy of life, as well as the inspiration of a political party. It believes in justice regardless of the wealth or rank of those who seek it.

It persuades and educates rather than coerces or intimidates.

It believes in reason and discussion to adjust difficulties and solve problems.

It never stoops to what is mean or ignoble. It is high minded and defiantly honest. It reveres all that is good in the past and looks forward confidently to the future. It abominates war as a useless destruction of human lives and national wealth. It believes that disputes can be far more effectively settled through conciliation or arbitration than a resort to force.

It challenges, with an indomitable courage, all who undermine faith in our constitution and institutions.

It is built upon a foundation of economic, social, and political principles to which all rational men and women can subscribe.

It was never more eloquently expounded, and fervently avowed than at the banquet tendered to his lifelong friend and chief, the grandson of the great patriot, than who, no one more heroically fought for liberty, justice, and political equality.

Lapointe's liberalism contains no dross — it is pure gold.

It is a heritage from the great Laurier, jealously guarded, and nobly proclaimed by his gifted and eminent successor, William Lyon Mackenzie King.

## REPORT BLASTS

### HIGH-WAGE MYTH

Records of the Social Security Board are proving to be a veritable mine of information on questions affecting workers and their wages.

For one thing, they have exploded, in the most devastating manner, the myth of high wages in American industry. Recently the board revealed that the average wage of more than 30,000,000 workers in 1937—the most prosperous year since 1929—was only \$890. In later reports the board disclosed how these pitifully inadequate wages are distributed among age groups and sexes.

During 1937, the board received the wage accounts of 21,906,658 male workers and of 8,251,036 women workers.

The average annual income of the men was only \$1,027, while that of women was only a trifle more than half that figure—\$525.

Curiously enough, the board found that, while men after 40 have more difficulty in getting a job than the man who is only 25 years old, the middle-aged worker whose name is on a payroll draws more than the younger worker.

In 1937, of the 30,157,694 employees whose wages could be tabulated according to their ages, 2,360,775 in the age group from 45 to 50 received an average wage of \$1,204.

That was the highest average for any group, and it emphasizes the crying need for purchasing power in the hands of the people who must consume if our factories are ever to operate at anything like capacity.

How many workers manage to get along is one of the questions raised by the board, but it does not attempt to answer it.

The average earnings of workers between the ages of 20 and 24, it was pointed out, is only \$582 a year, while those between 25 and 29 receive on an average \$841. From 30 to 39 years the average is \$1,039, while from 50 to 64 the average is \$1,131.

The board discloses that approximately 70 per cent of those gainfully employed in 1937 earned on an average only \$1,139. The other 30 per cent of course, received much less.

In 1937 national income was in the neighborhood of \$70,000,000,000. In that year, according to the board, the bulk of American workers, including all in the higher-paid groups, received in their pay envelopes only \$26,729,422,864. That seems

to set definitely at rest the contention of some economists that the greater portion of the country's income goes into the pay envelope.

The 30,000,000 workers and their dependents represent more than four fifths of all the people of the country. If they have only about a third of the national income, it follows that the other one-fifth of the people has two-thirds of the national income. — *The Carpenter*.

### HOW CAN UNION CO-OPERATE WITH LAWLESS BOSSES?

A well-intentioned friend said to me the other day: "It is unfortunate that LABOR maintains such a hostile attitude toward all employers. There are many decent employers. Labor unions should show more of a disposition to cooperate."

Of course there are decent employers. Every trade unionist honors them, and if they were put on the witness stand, nine out of ten of them would testify that they have no cause to complain about the treatment they get from the unions.

But how can you cooperate with employers who refuse to cooperate? Who employ thugs, spies and tear gas to discourage organization among their employees?

These are the outlaws who are responsible for industrial unrest in this country. When labor denounces them, they put on a sanctimonious look and exclaim: "Oh! Why do you refuse to cooperate with me?" — *Labor*.

### 13-HOUR DAY IMPOSED ON BRITISH WORKERS

A resolution adopted by the annual conference of the British General Federation of Trade Unions demanded protection of the working hours of male adult workers along the same lines as the Factories Act applies to female adults.

A delegate from the Hosiery Union said with the expansion of industry in the depressed areas, men were sometimes only too glad to take work under almost any conditions.

Another Hosiery Union delegate said he knew of one industry where men actually worked 13 hours out of every 12.

Instead of having the usual break for lunch, one man did the work of two during that period.

The result was that the machinery was working the whole 24 hours, but the employers were getting 26 hours' production in the 24.

# "FEMINA"

Quebec City leads the world in diphtheria with a death rate of 41.7 cases in every 100,000 population, followed by a not-so-close second of 22.4 deaths in every 100,000 population in Cape Town, South Africa.

Revelations of such disturbing nature were made at the Convention of the Canadian Medical Association, recently held in Montreal.

Another series of startling ratios made public, were as follows:

Quebec's infant mortality rate is the highest in America;

Quebec's tuberculosis death rate surpasses every other province in Canada;

Quebec leads in syphilis incidence in all North America.

What is it about this particular province of our that appears to breed so much ill-health and disease, at a time and in a world where Science has been able to study, discover and cure many of our so-called 'incurable' diseases?

Strangely enough, it is neither the climate, the location, nor the people who are to blame.

For have we not a similar climate, location and people in our neighboring province of Ontario?

And yet here are some distinct differences, as compiled by the League of Nations Board of Statistics for 1939.

Where Ontario's records show an infant mortality rate of 55 out of every 1,000 live births, Quebec's show 83.

Where Ontario can claim a mortality rate of 36 out of every 100,000 cases of tuberculosis, Quebec can almost triple that by showing 93.

Diphtheria takes a toll of 0.3% deaths in Toronto, 3.0% in Montreal, and 41% in Quebec City.

Apparently, the health officials in Ontario are far better equipped with clinics, life-saving serums and other vital supplies so necessary to maintain even the very minimum of good health in a community.

Any doctor will confirm the truth of the statement that most children who contract diphtheria, do so by drinking infected non-pasteurized milk.

Then, how, in the name of humanity, can a Board of Health permit a monopoly of milk companies, such as exists in Quebec City, where only one company sells pasteurized milk, all other being permitted, by law, to continue supplying raw, disease-laden milk for unsuspecting children.

One would like to believe that nothing compares in value to human life, but how can one when the lives of these kiddies are being handled so carelessly and so very cheaply.

Few things are more important to a community than the health of its people, and still the circumstances and conditions in this Province are such that one would think our Medical System was a thing apart from the rest of the civilized world.

Even from a cold financial point-of-view, it is self-evident that the tax-payer is the one who foots the bill.

The increasing number of institutions for the mentally deranged, the many, though still insufficient, pub-

lic wards and clinics, all those expenses that are required to take care of the sick on relief-rolls, are the burden of the tax-payer.

Would it not be a sounder proposition, still on a financial basis of reckoning, to invest in building of clinics, where vaccinations and other preventative methods would be available to everyone, where campaigns of education could be conducted, with all the resources of modern advertising to advance it.

For example, how many people know that one must never, NEVER, take any form of laxative for a "stomach-ache", as it can well rupture the inflamed appendix, which is causing the "stomach-ache", and so lead to death, because of the incorrect diagnosis, made by the unfortunate, unknowing individual.

How many hundred of lives would be saved, if more women realized that any abnormal bleeding should be immediately reported to a doctor, despite the fact that it may be years before the condition becomes serious; thus avoiding the following type of case history — "Patient entered ward 6 a.m., haemorrhage developed, 10 a.m. haemorrhage uncontrollable, 12.02 patient deceased."

It is easily recognized, on viewing many of our industrial plants, that those who stand to suffer most are the unprotected workers.

Where silica dust and its fatal effects are rampant, there the Trade Unions should be first in the field to care for the disabled sufferer who has jeopardized his health and even his life, something which cannot be measured in terms of dollars and cents.

A well-organized and responsible Trade Union Movement, considering the health of its members equally as important as the wage and hour problems, can go a long way in improving the medical attention provided.

Its task is threefold: to show employers methods of control and precautions; to educate the workers to use all available safety-devices; and to inform governmental agencies of the necessity for a driving campaign of education on the simple facts of hygiene and preventive medicine for the average uninformed worker.

With the means at our disposal of the most advanced findings that Science has to offer, that such state of misery and disease can and does exist in our very midst, it is positively incredible that the employer, so far, fails to take adequate cognizance of these advantages.

The birthright of every human being, rich or poor, black or white, Catholic or pagan, is a healthy body.

"If one loves life and good health for oneself, it is difficult to be tolerant of death and disease for others," Paul de Kruif, biologist and scientific writer declares.

According to figures recently made public by the British Minister of Health, there are 3,432 parishes in England and Wales without piped water supply but without a public system of sewage disposal.

Téléphones: CHerrier 7603 - 6155

Patronize a 100 per 100 Union Laundry.

Encouragez une buanderie unioniste 100 p. 100

Imperial Supply Co., Laundry

1471 PARTHENAIS MONTREAL

## Reading and Thinking

A Nation of Intelligent Readers and Courageous Thinkers Will Never Permit Itself to Become the Dupe or Victim of a Dictator.

By BERNARD ROSE.

To keep intellectually and politically abreast of the times, one must read, read, read, and, after one has wholly or partly digested what he has read, think. Reading is of course the less laborious of the two efforts to keep one informed and prepared to express views concerning men and events. The average person has a tendency to become oracular when he is asked for his opinion on social, political, and economic questions and problems.

Hardly a day passes without an interview in the press secured by an enterprising reporter or journalist from one who has recently visited Germany, Italy or Russia. Several profess to being able to interpret the thought of the dictators. Yet, they would hardly lay claim to possessing a reputation as psychologists and historians. What seems very singular, from the worker's standpoint, is the entire lack of information dealing with the actual situation in Germany, Italy, and Russia, and representative of the viewpoint and hopes of the exploited workers in these totalitarian lands!

The visiting journalist and tourist has little opportunity of meeting the workers individually or collectively. Even if they had, it is hardly likely that the worker, watched and in mortal fear of secret agents, would frankly express his views. That there is a ferment in the regimented lands is quite conceivable. News of it is however hard to get. We are thus restricted to the sources of information contained in books the authors of which are generally men and women of a nationality other than the people of whom they write. It is difficult for them to be absolutely impartial. No matter how anxious to treat the situation dispassionately there is an unconscious bias for or against the totalitarian state.

The widely read and thinking person can very often reach sounder conclusions concerning the possible consequences of totalitarian policy, than even the presumably well informed author who may have got his information in the country of which he writes.

The statesman, accustomed to dealing with serious problems, and interpreting international situations, is more frequently right than wrong in his deductions. His conclusions are based upon his understanding of the mentality of the leader and nation whose acts and policies may be fraught with grave consequences for their neighbors and world peace.

Dictators immediately seek to gain control of the agencies of information, education and publicity. They refuse to tolerate, and penalize the free expression of opinion. Those who take exception to their acts, policies, and plans are traitors and must be exiled, imprisoned or beheaded.

The scholarly author may make comparisons of ancient and modern dictators but such comparisons hardly affect the existing situation.

We know by actual experience and residence in democratic lands, that there is no liberty of speech, assembly, and faith in those that are totalitarian.

We get little comfort, and less hope, from reading the treatises and pamphlets that undertake to explain or interpret Communism, Fascism or Nazism. The heads of these several regimes are by no means cultured individuals. Of the three, Mussolini is perhaps the best informed. He is as ruthless in dealing with his critics and adversaries as Hitler or Stalin.

The most implicit and slavish obedience is required from those who serve the fuhrer or duce in control of the regimented state.

Dictators never submit their cases to independent tribunals. They constitute themselves the court of final appeal. They repudiate the basic principles of modern juridical systems. Their will is the only law and scores of scholarly and cultured men servilely do their bidding. Research is carried on to give results pleasing to the leader. Facts are prostituted to dangerous fictions. Educators, who at other times would scorn to state other than scientific truths, give the weight of their authority to what is palpably absurd and unjust. They make opinions and reach conclusions to the leader's order.

The seeker after reliable information in these days of stress and dictatorship must labor harder than ever to extract the mite of fact or truth, from a mountain of pseudo science, verbiage and special pleading.

Yet, one must read if he is to think and decide what course to follow. We must however beware of reading with an ulterior motive.

The great advantage of discussion in a democracy is, that the conflict of opinion enlightens and removes doubts, as well as repudiating what is unsound. The heads of the several democratic governments in the English speaking countries are men of sound judgment. Some are better read and more highly educated than others, but they have each had the inestimable advantage of a democratic training. They can think for themselves and do. It is impossible for them because of the nature of their responsibilities to read even an insignificant number of the works dealing with political science, world economics, and foreign relations. They acquire the ability to judge a situation domestic or external, almost by intuition. They develop a sense of caution that is a splendid safety valve. They will not permit themselves to take action that is unconsidered or rash. They cannot emulate neurotic fuhrers or dramatic duces. They are responsible to the people.

The men who presently, or in future, aspire to lead labor must read (not necessarily as continuously or voluminously as the honor student or professor) if they wish to get the sense of values, appreciation of history, and quality of judgment, that distinguishes the thinker or well informed citizen from one who is poorly read, badly informed, and lacking that mental stability and acuteness that wise reading and deep thinking give. I can give no finer or more instructive example of wise reading and high thinking than that of the Prime Minister the Rt. Hon. W. L. Mackenzie King. His book: "Industry and Humanity," contains practical and cultured thinking on questions and problems that vitally affect the economic and social welfare of the millions who toil. Mr. King's treatise is a compendium of facts, experiences, and information, that is of the utmost value to those who, as leaders of industry, labor, or governments, are called upon to formulate policies.

To read this book is an education in itself. When it is supplemented by works written by authors of repute it develops that intellectual integrity

## Workers' Education

The Northeastern Region conference of the Steel Workers' Organizing Committee has issued a report on its training conferences for Union officials, its training camp and its assistance to local union educational activities, conducted since April, 1938. This report stresses the importance of (a) Constant and continuous training of Local Union officials in correct methods and procedures of union administration, in collective bargaining, and in the Union's general social legislative and political activities; and (b) mass education to develop intelligent member participation in union affairs.

The Educational program for the North Eastern Region included Officials' training conferences in two dozen steel centres. A 9-weeks' training course on collective bargaining and grievance adjustment procedures included discussion of the duties of grievance committeemen and shop stewards, methods of gathering and recording facts in grievance cases, contract interpretation, relations with management officials, and methods for increasing dues collection and for stimulating interest and activity in lodge affairs. Mimeographed summaries, which covered the main points discussed during each session, were distributed. In one center management representatives, at their own request, were invited to attend the final session of the course. The session — with 17 Company and 35 union representatives — was so productive of good feeling that it was repeated in the fall, with a larger and almost equal attendance from Management and from the union.

The union held a 2 weeks training and recreation camp in July. The morning sessions of the camp closely followed the course on collective bargaining and grievance adjustment procedures, and local officers were eager to discuss their problems, to exchange experiences, and to get advice. Books and materials on labor subjects, loaned by the Pittsburg Public Library, provided a camp library; and union and government pamphlets and leaflets were distributed to the campers. The afternoons were devoted to rest and recreation. In the evenings lectures by outside speakers, with informal discussion afterwards, were followed by movies and social affairs.

These training courses revealed certain typical problems of local union administration. They showed the importance of: (1) Stable and effective grievance adjustment machinery covering every department and shop in the plant; (2) careful study of contract terms and analysis of cases prior to negotiation with management; (3) preparation of cases in writing; (4) logical and rational explanation and argument; (5) more understanding of the activities and the financial responsibilities of the national office; (6) businesslike conduct of union meetings; (7) affiliation of local unions with central bodies; and (8) local union participation in worthy community activities with information to its own members and to the public concerning the day-to-day constructive and peaceful achievements of the union.

The education service to the members of the local unions consisted of movies, labor forums, and labor literature.

Conclusions based upon this regional educational work were that: (1) Labor education must be associated with the practical purposes for which it exists; (2) continuous, direct service to locals over a wide geographical area must utilize the services of local labor leaders and professional people; (3) the national office may well assemble, prepare, and distribute materials for course and study purposes and for individual reading, distribute moving pictures for local union use, promote, provide speakers for labor forums and union meetings, and serve as a clearing house for experience in educational services to unions; (4) regional training conferences and training camps should be continued; (5) educational services to the membership should be expanded. — *Labor Standards*, Jan., 1939, *United States Department of Labor*.

### SWEDEN CARES FOR SICK

Sweden has a system of sickness insurance, but it is not compulsory, the United States Department of Labor recently reported. The citizens of that country may organize sickness benefit societies. The government will cooperate with the societies in helping to provide benefits, or pensions, in cases of sickness.

Non-residents who are living in Sweden may join these societies and benefit the same as citizens of Sweden.

Two kind of sickness societies have been organized in Sweden. One kind is subsidized and the other is unsubsidized. Both kinds must register with the government and comply with the laws. Citizens are paid pensions in cases of sickness through these societies, but in sections of the country where there are not enough persons to organize societies with 50 or more members, the people of the section may join a central fund which will care for them in sickness.

The societies subsidized by the government must admit all eligible persons who apply for membership. These members are entitled to sickness pensions and aid in maternity cases.

The unsubsidized societies may restrict membership to those whom they are willing to have as members. Beside providing sickness and maternity pensions, these unsubsidized contribute toward funeral expenses.

Members who move may be transferred from one society to another without paying withdrawal from the societies at any time. Initiation fees. Members may also

The fees paid by members are not fixed. They vary as funds are needed. When the government subsidy has been determined on and the interest on the funds calculated, whatever additional money is needed to carry on the required insurance is paid in as fees by the members. In some cases local governments contribute toward the pension funds but these contributions are voluntary. Employers also sometimes pay into the funds to which their employees belong.

At the last report, in August, 1938, the membership in these societies was 1,200,000 adults, and 300,000 children receiving supplementary insurance.

### Radi-oh!

They were boasting about radio sets. "You know," said the American, "in America we have radios so powerful that it is possible to hear the announcer's heart beating."

"That's nothing," the Scot replied. "I tuned in on Egypt last night, and in less than ten minutes the sand was up to my knees."

### LOTTERY TURNED DOWN

Governor Henry Horner vetoed bills passed by the state legislature establishing a lottery to finance slum clearance projects in Chicago. "A worthy cause cannot legalize an illegal means," said the governor. "No end justifies a palpable violation of the constitution of this state."

and conscientiousness that is the outstanding and unmistakable characteristic of the cultured democratic citizen, be he leader of a great political party; an influential workers' organization; an advanced educationalist or eminent director of an industrial enterprise.

A nation of intelligent readers and courageous thinkers will never permit itself to become the dupe or victim of a dictator.

# The Unemployment Problem

A Study by the Institute of Public Affairs, Dalhousie University.

Edited by Professor L. Richter, *Canada's Unemployment Problem* (Macmillan, Toronto, \$2.50) is a book which compresses into its 407 pages a mass of data which should prove of immense value to all those seriously seeking to find a way to deal effectively with what was termed during the last Federal election — and still remains — Canada's number one problem. As Mr. Richter points out in the introduction: "This book, like the Institute, is a co-operative enterprise. In planning it an attempt has been made to pool the resources of those persons throughout the Dominion who, as practical administrators, scientists or teachers, have acquired special experience in the handling or studying of unemployment and unemployment relief."

The authors of the several chapters have wisely been content to bring into focus such information as is available and have not, in general, attempted to prescribe any formula to solve the problem, though naturally there is a certain amount of personal comment by them which might be taken as recommendations for future policy. The last chapter by Miss Charlotte Whitton, Executive Director of the Canadian Welfare Council, comes closest to setting down a definite procedure for the administration of relief and in doing so follows in broad outline, as the editor comments, the submission made by the Canadian Welfare Council to the Royal Commission on Dominion-Provincial Relations.

In other parts of the book a much more realistic attitude is taken and disagreement shown with Miss Whitton's theory that with strict application of stringent regulations, the present distribution of costs and divided responsibilities for administration of relief can be continued in an efficient manner.

One cannot read this book without being made to realize the serious lack, existing in official quarters, of co-ordination of information collected by the different Government authorities. For instance, it is shown that from the Labor Department alone is issued relief statistics collected by the Dominion Commissioner of Relief, monthly reports as to the numbers receiving aid to which the Dominion contributes from the National Registration Branch (now carrying on the registration started by the National Employment Commission), and the monthly index of unemployment among trade unionists and returns from the employment offices covered by the Employment Service Co-ordination Branch, all of which appear to operate independently of each other.

These, along with related information issued by the Bureau of Statistics, re-

ports of the now defunct National Employment Commission, reports of surveys by private agencies and other pertinent documents are freely quoted from and the editor pays special tribute to the numerous officers of the Dominion, provinces and municipalities, to the Canadian Welfare Council, and other agencies who gave helpful advice and valuable information.

While the major part of the volume concerns itself with the situation existing and policies followed since 1930, the constitutional background and practices in the administration of relief since Confederation have not been neglected. Without knowledge of these many of the present difficulties could not be clearly understood.

In the chapter written by Dr. Richter himself, useful information is given in respect to how United States and Great Britain and, to a lesser extent, other European countries, deal with this problem, and this in turn provides a useful basis upon which to assess the value of what efforts have already been made in Canada to cope with this problem.

In a foreword, the Federal Minister of Labor, Hon. Norman McL. Rogers, says: "The problem of unemployment will not be solved by any one line of attack or by any one agency. It requires the continued co-operation of governmental authority and private enterprise." In these words he has summarized the plan followed by the Institute and its editor in the publication of this book. As previously stated this is a co-operative effort and the editor has indeed been fortunate in obtaining the collaboration of persons both well qualified and nationally known to write the several chapters.

Dr. S. A. Saunders of Toronto, an author of note on social and economic matters, has written the first chapter on "The Nature and Extent of Unemployment in Canada"; Miss Dorothy King, Director of the Montreal School of Social Work, that on "Unemployment Aid (Direct Relief)"; Mr. H. A. Weir, School Inspector of the Nova Scotia Department of Education, a chapter on "Unemployed Youth"; Dr. H. M. Cassidy, now Professor of Economics at the University of California, but at the time of the preparation of his material, Director of Social Welfare for the Province of British Columbia, deals with "Relief and Social Services for Transients"; Mr. A. McNamara, Deputy Minister of Public Works and Labor for the Province of Manitoba, contributes the chapter on "Public Works as a Relief Measure"; Dr. Richter, the one on "The Canadian Unemployment Problem in the Light of Foreign Experience"; and Miss Charlotte Whitton, a chapter entitled

## Our Editorial Policy

Our readers are aware that we at all times and since *The Labor World* was founded have consistently defended the right of the workers to organize; to join the union of their choice; to collectively bargain with employers in establishing wage rates and working conditions; protested against interference with the basic rights of the worker as an individual and a citizen.

We have at all times strongly advocated better relations between capital and labor. We have not hesitated to express the view that capital and labor have a good deal in common.

We have at no time encouraged the men and movements that believe and preach the millennium will arrive when capitalism is destroyed.

We have met capitalists who are just as human and sympathetic as the workers they employ. They were workers.

We have not failed or feared to criticize men and governments, where we felt that such criticism was in the public and workers' interest.

We have been attacked and vilified because we saw fit to urge the workers to forget their differences of race, language, and faith, and become part of the international trade union movement.

We have held to our course in spite of financial sacrifice, disappointment and lack of support, from those to whom we have given of our best.

We have had the support as honorary contributors of friends who have given very generously of their time, thought, and ability in preparing matter for our columns.

We have given credit to whom credit is due, regardless of party.

We have adhered to the well tried policy of the American Federation of Labor in supporting labor's friends and fighting its enemies.

We and our contributors, particularly our principal honorary contributor, Mr. Bernard Rose, have boldly and continuously denounced and repudiated communism, fascism, and nazism.

We have fought to the best of our ability, and even beyond our pecuniary resources, for democratic principles and ideals.

We believe we are entitled to the support of employers equally as much as that of the workers.

We are fighting to conserve and preserve all that is best in the democratic commonwealth.

We are confident that, because of our attitude, as the years go on, relations between employers and employee will so improve that industrial democracy will no longer be an objective but an accepted institution.

We are against all subversive movement as a menace to organized labor, and the democratically organized society in which capitalism can function.

We are proudly and defiantly Canadian!

THE LABOR WORLD.

"What of the Future?" Other phases of the National problem which exercise to a considerable extent an influence on Canada's unemployment situation are those concerning relief land settlement and prairie relief and rehabilitation, chapters on each of these subjects having been written respectively by W. M. Jones, Director of Soldier Settlement for the Dominion Government and W. L. Jacobson, Secretary of the Advisory Committee on Land Utilization and Secretary, Prairie Farm Rehabilitation Office, Regina.

The weakness of this publication is that so many of the available statistics are one or more years old and therefore it has not been possible to use tables more recent than to the end of 1937. This only emphasises, however, the need for some central co-ordinating agency under Federal authority, which could keep up to date similar information as that gathered together in this one volume, and be in a position, through constant examination of the many factors contributing to Canada's unemployment problem, to give direction to Dominion, provincial or municipal authorities, or private agencies to the end that a carefully devised and co-ordinated plan could be followed.

In the meantime full use should be made of the valuable work done by the Institute of Public Affairs of Dalhousie University and made available to the public in the volume entitled "Canada's Unemployment Problem." — TOM MOORE.

### YES, WHO?

The professor was delivering the last lecture of the term.

"The examination papers are now in the hands of the printer," he concluded. "Now, are there any questions you would like answered?"

Silence prevailed for a moment, then a voice piped up. "Who is the printer?"

### TRYING TO PLEASE PUBLIC

Two important moves were underway affecting the large stores of United States toward the close of the year 1938.

One was a movement by the large department stores of New York City and the National Retail Dry Goods Association of the United States to reduce store costs.

The purpose of the move was to lower the cost of goods to customers, to increase sales, and to maintain the stores on a sound financial basis.

At the close of the year the movement had advanced to the point where researchers had set down the numerous items of expense in the operation of stores. At a meeting held toward the close of the year a committee was appointed to analyze these costs and report as to which costs could be reduced or eliminated.

Lew Hahn, general manager of the National Retail Dry Goods Association, said that the stores must not cut out so much expense that they would fall in giving the public the service desired. However, the merchants believed they could cut costs in the New York stores and that the methods adopted could be applied in stores in other states.

The second movement was the correct labeling of merchandise. Many stores were watching with interest the plan of the William F. Gable Company of Altoona, Pa. In their store customers had been informed of the quality of goods offered for sale and of other items.

Also the public schools interested, and representatives from the stores were invited to attend the home economics classes and advise students on the quality of goods. The store people brought goods along with them to exhibit and to talk about. The students went home and relayed the information to their parents, telling what goods were composed of, why one grade was better than another and so on.

DEMANDEZ  
LA BIÈRE  
POPULAIRE

ASK FOR  
THE POPULAR  
BEER

MOLSON

Brassée à Montréal  
depuis

153 ANS

Brewed in Montreal  
since

153 YEARS

## Trade Unionism Protects The Pay Envelope

Anti-union employers and the journalistic hirelings often break out with allegations that working men and women do not realize tangible benefits from their membership in unions affiliated with the American Federation of Labor. Included in the more tangible benefits of trade union organization is the wage protection which unions give their members. The extent of this protection is visualized in the current issue of the Monthly Survey of Business of the American Federation of Labor in a discussion of wages during recent months. The Survey says:

"Strong trade unions have maintained wages during the 1938 recession, so that in industry as a whole there were only small declines. Wage increases this spring have brought workers' hourly earnings almost back to the 1937 high point. In 1937, earnings of factory workers reached an average of 66½ cents per hour in the last quarter; the 1938 recession reduced this to 63¼ cents in the third quarter, but by the first half of 1939 earnings were back to 65 cents per hour. Wage cuts this year are giving place to wage increases. In 1938 cuts were reported affecting 376,000 of the 6,900,000 factory workers covered by Labor Department records. Reports in 1939 (to April) showed less than 9,000 receiving cuts and 19,000 receiving increases."

## The Union Label League

### Special Emergency Meeting of the Union Label League

Union Label League.

A special emergency meeting has been called by the Executive Committee of the Trades Union Label League for Tuesday 15th inst. at 8:15 p.m., in the Millinery Workers' Assembly Hall, 1207 University St. A number of important matters is on the agenda that will request the immediate attention of the delegates. Delegates to the League should make a special effort to be present at this meeting.

\* \* \*

### The Bata Shoe Company

The Boot & Shoe Workers Union are actively engaged in exercising all their influence to prevent the introduction of a system of Shoe Manufacturing into Canada by the Bata Co., that would work to the detriment of the shoe manufacturers and workers in lowering the Canadian Standard of living which would eventually be brought about through the possible reduction of wages in the industry. An insistent demand by members of labor organizations, for the union stamps on all the shoes they buy for themselves and their families, would prove a great help in maintaining wages and working conditions without incurring any extra cost to them.

It might be advisable for the Trades and Labor Council of our City to exact from every delegate attending the Council that they bring along with them the Union Label on two articles of their wearing apparel, when in attendance at the council's meetings. Eventually it might become a daily habit of all delegates of wearing union label products and patronizing places displaying the Union Shop Card.

\* \* \*

### Improvement in Business

The Pocket Book Workers Union report that there is much improvement in their business, most of their members are working full-time. The placing of their Union Label on the goods they manufacture in union shops is now receiving the consideration of the union, who are now negotiating wage scale with the pocket book manufacturers of this City for the coming season. Local Unions could help to popularize Union Label products and Union Services by having a slogan printed on their envelopes and any literature sent from the office.

E. G. "patronize firms that sell Union Label products and stores that display the Union Shop Card and advertise them to your friends." The Union Label (Bilingual) Purchasers Guide will be distributed to the delegates attending the regular meeting of the Trades and Labor Council on the 17th inst.

The Purchaser Guide is the first of its kind issued by the Trade Union Label League of our City. Its publication is in a large measure due to the friendship cooperation of the various unions and its advertisers.

\* \* \*

### The Union Label League Will Be Represented

The 57th Annual Convention of the Illinois State Federation of Labor will meet at Springfield, on September 18th. The Chicago Trade Union Label League will be represented by its president H. E. O'Reilly, its Secretary Jas. Loughbridge and delegate H. G. Uding.

\* \* \*

### Answer to Correspondents

Question. — Will the Union Label Trades Department of the Trades and Labor Congress of Canada be entitled to representation at the coming convention of the Trades Congress in London, Ontario?

Answer. — No provisions are made in the constitution of the Trades Congress of Canada that provides for the seating of a delegate representing the newly organized Union Label Trades Department of the Trades Congress.

This is a matter that should receive the attention of the Executive Committee of the Union Label Department, by introducing an amendment to the constitution of the Trades Congress at the coming convention of the Congress in London, Ont., providing for representation of the Union Label Trades Department at all future conventions.

\* \* \*

### The Union Label Trades Exhibit at Lorne Show in Portland, Oregon, was A Great Success.

Nearly every craft union was represented in the display and thousands of Northwest inspected their Labels and buttons receiving a liberal union education. The Oregonian Publishing Company broadcasted from their studio daily from the Home Show, and valuable publicity was given the labor forces via the air waves.

The Exhibit was at the conclusion taken to Eugene, Oregon, the home of the State University and will be shown in other Oregon cities. The Exhibit emphasized that the best guarantee that Goods or services are Union Made, is to insist upon the Union Label Shop Card and Button. The Exhibit was under the capable management of Charles Crane, President of the Exhibit, and Vice President of the International Barbers' Union, and D. J. MacDonald, Secretary of the Meat Cutters, Local Union 143, and Secretary of the Label trades section.

## SMALL BUSINESS GOT LOANS

The recent movement for the making of loans to small business has brought out interesting figures on past loans.

The Federal Reserve Bank of U. S. A. has been making loans to business, large and small, for about five years. In that time it had reported 9,416 applications for loans. The amounts which the parties wished to borrow totaled \$403,961,000.

Only 2,687 loans were approved, the total amount to be lent to them being set at \$178,639,000. The average loan for small business was about \$60,000. The Federal Reserve Banks, after investigating the applications, granted loans to 28 per cent of the applicants.

The Federal Reserve Board found that many applicants were not entitled to credit for the reason that they could not repay the loans. Some of the companies making applications had poor business methods. Others had insufficient capital and were in financial trouble. Some did not keep books which would show whether they made profit or incurred loss in business.

## PLAN LONGER YOUTH TRAINING

Youth training will be continued in Canada for at least three more years, if a bill recently introduced in the Dominion House of Commons is passed.

The bill extends the plan for that length of time and provides for annual appropriations of \$1,500,000 by the Dominion.

For the training of the young men and women the Dominion government each provincial government will share the expense jointly.

## Hours of Work

Meeting in Zurich in July, 1939, the Eighth International Trade Union Congress, dealing with the problem of reduction of hours of work, notes the decision of the last International Labour Conference to postpone, owing to the present situation, the examination of the draft for the reduction of the working week.

It notes that the question thus remains open, and that, as soon as events permit, the question must be taken up again at the point where it now rests, so that it can be equitably settled in the way expected by the workers and in accordance with economic and social reasons which are particularly urgent.

The Congress invites the various national Trade Union Movements to follow events carefully, so as to be able, at the opportune moment, to bring to bear on their respective Governments the pressure which is necessary to get the problem placed again on the agenda of the International Labor Conference.

The Congress also request the different national Trade Union Movements to maintain the efforts they have carried on up till now in order in their own countries to achieve a substantial improvement in hours of work or to safeguard the maximum of what they have already attained in this field.

## Jobless in England

London, Eng. — For all its defense activities, England still has an unemployment problem, with 1,250,000 idle, the ministry of labor revealed this week. The only consolation is that the figure is the lowest in ten years.

## Franco's Revenge

All who took a voluntary part on the Republican side, whether with the armed forces or in the Civil Service, all who were active members of one of the syndicates or of the "collectivisation centres", all who were members of the Catalan Separatist or even of the Home Rule Movement are liable to one of the only three sentences for 30 years, and death.

## LE MONDE OUVRIER

Rédigé en collaboration  
Gus. FRANCO, Rédacteur  
Le seul journal ouvrier bilingue  
au Canada



Membre de la Presse ouvrière  
internationale d'Amérique

## THE LABOR WORLD

Canada's Only Labor Bilingual Paper

Imprimé par l'Imprimerie Mercantile,  
Limitée, 11, rue Saint-Paul Ouest,  
Montréal

Telephone: AMherst 5243

## Narwil Shoe Co. LIMITED

Wholesale Shoe  
Manufacturers

2085 ST. TIMOTHEE,  
MONTREAL

## THE Windsor

ON DOMINION SQUARE

The Labor World is printed on newsprint manufactured by the E. B. Eddy & Co., which is 100 per cent organized.

Le soir, 908 Sherbrooke Est  
Tél. CHerrier 7050

GERARD TRUDEL  
AVOCAT

57 OUEST, RUE ST-JACQUES  
Suite 209. Tél. MARquette 2636

## Full Wages Granted British Militiamen

London, Eng. — The Midlands firm of Messrs Alfred Williamson, Ashton Under-Lyme, ticket printers, has told its 250 employees that they will receive full wages while undergoing military training under the new act, territorial training, or while at camp.

John Williamson, speaking for the company said: "The firm feels this is the least it can do. We have promised our employees full pay, less whatever army allowance they may be receiving, during the whole time they are away, however long it may be."

"We have taken this step as a gesture to all employers in the country, and we hope they will follow suit."

## "\$2,200.00 an Hour"

In 1937 this Company, its subsidiary and controlled companies paid out in salaries and wages a total amount of \$5,387,249.00 or more than \$2,200.00 every working hour.

## THE SHAWINIGAN WATER & POWER COMPANY

Montreal Quebec

Our Leading  
Amusement  
Places  
Dans nos  
Théâtres

## PALACE

GINGER ROGERS  
DAVID NIVEN in  
BACHELOR MOTHER  
Added Attraction  
The Dionne Quintuplets in  
"FIVE times FIVE"

## CAPITOL

"Miracles For Sale"  
with ROBERT YOUNG  
FLORENCE RICE  
Added Attraction  
'For Love or Money'  
with JUNE LANG

## PRINCESS Theatre

FRONTIER MARSHALL  
with RANDOLPH SCOTT  
NANCY KELLY  
CESAR ROMERO

Added Attraction  
News is Made at Night

## LOEW'S THEATRE

Montreal Has Acclaimed  
ROBERT DONAT  
in  
"GOODBYE Mr. CHIPS"  
with GREER GARSON  
4th Week!

## DOMINION BRIDGE CO. LIMITED

Head Office and Works at:  
LACHINE, P. Q.  
Branch Works:  
Amherst - Ottawa - Toronto  
Winnipeg - Calgary - Vancouver

Tél. LANcaster 3858  
Salon de Fleurs ST-DENIS  
1590, RUE SAINT-DENIS (Edifice  
du Théâtre St-Denis)  
Spécialités:  
Bouquets de Noce, Tributs floraux  
Escompte de 10% aux lecteurs du  
"Monde Ouvrier"  
Mme J.-Z. PILON. Rés. HA. 7901

## MONARCH GAS RANGES

Made by  
Canadians  
for  
Canadian Homes

BE READY FOR EXAMINATIONS. We have helped hundreds to obtain positions as Letter Carriers, Postal Clerks, Customs Examiners, Clerks and Stenographers, etc. Free Booklet of information. M.C.C. Schools, Ltd., Toronto 10. Oldest in Canada.